



**Avril 2022**

Commission  
**Entreprise  
et lieux de travail**

.....  
**Collectif de réflexion & d'action,**  
des communistes travaillant dans  
l'aéronautique, le spatial et l'avionique

**Suivez nous :** jcpradeau@orange.fr



**L**es Assises de l'aéro organisées par le collectif des communistes travaillant dans le transport aérien, les centres de la recherche et l'industrie aéronautique et le spatial se sont déroulées avec succès le samedi 19 mars 2022 en présence de 90 inscrits-e-s s en vidéo conférences à partir de plusieurs sites répartis dans les sections et fédérations du PCF concernées par la filière, et le site pilote à la section du PCF de l'aéroport d'Orly. Nous en rendrons compte dans nos prochains numéros et en sollicitant la revue économie et politique, le journal l'Humanité qui avaient annoncées notre initiative.

Dans ce numéro nous publions l'intervention de **Christophe Grassullo**, *Directeur de Cabinet* de **Fabien Roussel** candidat pour les élections présidentielles

**“** Chers amis et camarades, je vous prie d'abord d'excuser Fabien Roussel qui n'a pas pu se libérer pour ouvrir ces Assises, son agenda étant, vous l'imaginez bien, largement contraint par une campagne menée tambour battant comme par les graves événements internationaux, et par la tenue en ce moment même d'une réunion du conseil national du PCF. Il m'a toutefois demandé de vous adresser quelques mots, en son nom. Je veux d'abord remercier l'ensemble des camarades du PCF, les syndicalistes qui ont travaillé à la tenue de cette initiative, qui va permettre de faire l'état des lieux d'une filière très importante pour notre pays et pour l'Europe et, plus encore, de tracer quelques axes d'interventions de notre parti pour l'avenir de celle-ci. Je veux tout particulièrement remercier les camarades du « collectif aéro » qui travaillent depuis des années, en lien avec la commission entreprise de notre parti, à faire vivre un projet, des propositions mais aussi à nourrir les luttes des salariés de la filière partout à travers le pays. Je ne vais pas moi-même faire état de toutes nos analyses, propositions

et dans ce domaine de l'aérien, ces Assises ayant justement vocation à les mettre en débat et à permettre de franchir une nouvelle étape dans la réflexion de chacun : la nôtre bien sûr, mais aussi celle des acteurs de la filière, des organisations syndicales, des acteurs institutionnels, des entreprises, comme des usagers et des populations. Je sais qu'il y a ici des camarades, des intervenants très exigeants et pointus sur la question, mais je veux juste, dans cette courte introduction, pointer quelques grands enjeux et orientations politiques, défendues dans les luttes dans les entreprises autant que dans le cadre de la campagne des élections présidentielles, dans un débat public beaucoup plus large avec tous nos concitoyens. **Nous parlons ici d'une filière extrêmement importante pour notre pays comme pour l'Union européenne.** Avec un nombre d'entreprises, grandes et petites, très importants, de très nombreux salariés, dans l'aéronautique et l'aérien civils sur lesquels je concentrerai volontairement l'essentiel de mon propos, mais aussi dans le militaire ou dans le spatial. Mais nous parlons également d'**une filière en profonde mutation, avec l'évolution des besoins de mobilité, des technologies,**



**mais aussi une filière sous le coup de logiques qui, comme pour bien d'autres filières, font prévaloir la rentabilité financière immédiate, quitte à sacrifier les besoins sociaux,** les besoins de recherche et de formation, d'élévation des qualifications, les enjeux de transition écologique comme les besoins de mobilités à l'échelle du monde comme à l'échelle nationale et continentale. Je dis cela parce que, de notre point de vue, l'avenir de l'aérien, de l'aéronautique et du spatial ne relève pas d'un débat seulement technique, même s'il faut en maîtriser les principaux termes pour éclairer les choix politiques, mais bien d'un débat plus large, sur le projet de société dans lequel nous concevons son devenir.

Pour nous, le postulat, c'est que **l'aérien doit être envisagé d'abord comme un vecteur de coopérations à l'échelle internationale.**

Et ce, dans le cadre d'une mondialisation totalement refondée, débarrassée des logiques de guerre économique et de concurrence sans limite et du seul prisme de la rentabilité financière. Or, ce sont bien aujourd'hui ces logiques qui structurent aussi l'aérien, quand est organisée la libéralisation tous azimut du transport aérien ou quand sont opérés les grands choix stratégiques pour la construction aéronautique par quelques grands groupes industriels, en particulier dans le cadre de la concurrence entre les deux grands groupes mondiaux que sont Boeing et Airbus.

Je pourrais également citer la propriété des plateformes aéroportuaires, pour certaines cédées, comme les activités portuaires, à des intérêts étrangers.

Tout comme je pourrais citer le dumping social et fiscal avec l'avènement de compagnies low-cost dont les intérêts ignorent ceux de nos territoires comme ceux des salariés des compagnies aériennes.

Nous voulons pour notre part sortir de cette vision de la mondialisation et en imaginer une autre, qui substitue aux concurrences libres et non faussée et aux logiques de rentabilité,

**des logiques d'échanges, de partages des savoirs et des coûts, de coopérations, entre les individus, entre les peuples et les Nations.**

Penser les mobilités dans cette mondialisation nouvelle nous conduit à considérer comme essentiel le développement de l'ensemble de la filière, de la construction aéronautique au transport aérien en passant par les plateformes aéroportuaires.

Cela vaut tout autant pour les mobilités domestiques, au sein du territoire national comme au sein de l'Union européenne, où le rôle du transport aérien, des activités connexes, de logistique, de services à l'industrie, pour l'aménagement du territoire, pour le développement local, ne doit pas être balayé d'un revers de main.

Trop souvent, les réflexions en matière de mobilités, d'infrastructures, de dessertes, ne se conçoivent que dans une vision métropolitaine, qui plus est très parisienne excluant la majorité

des territoires. Nous pensons pour notre part qu'**aucune région ne doit être privée par principe de desserte aérienne, dès lors que celle-ci répond aux besoins des usagers et du tissu économique et que les conditions sont créées de respecter les territoires et les populations.**

Bien sûr des questions nouvelles sont posées, en particulier avec le réchauffement climatique ou avec la gestion des nuisances induites par le transport aérien comme par tous les modes de déplacements.

Mais nous contestons toutefois les réponses simplistes qui ignorent la réalité de la filière et surtout, qui renoncent du coup à des réponses progressistes aux nécessaires transitions écologiques. Alors même qu'il y a là aussi des enjeux de classes, puisque 1% des usagers du transport aérien sont responsables de 50% des émissions de CO2.

Il ne s'agit pas d'évacuer ou de contourner la question du réchauffement climatique et la part qu'y prend le transport aérien. Encore qu'il faille garder la mesure nécessaire en la matière et se souvenir que les mêmes qui poussent des cris d'orfraie sur le transport aérien ne pipent mot sur les traités de libre échange et les délocalisations industrielles, bien plus coupables de contribuer au réchauffement climatique.

**Pour nous, l'urgence économique autant que l'urgence climatique imposent une profonde transformation des modes de production, de biens comme de services, pour les mettre au service des besoins de l'humanité,** au service des peuples, tout en respectant les ressources naturelles et le vivant.

C'est pourquoi **nous soutenons l'idée que concilier le développement du transport aérien et la décarbonation de la filière doivent être la priorité et qu'il est possible de bâtir une aviation durable et éco-responsable,** qui réponde aux besoins de mobilités.

**ET CE EN AGISSANT DANS 3 DIRECTIONS PRINCIPALEMENT :**

➔ d'abord en Investissant dans la révolution écologique des avions. Airbus dispose d'atouts en ce sens comme en témoigne la dernière génération de ses avions, plus économes en carburant et moins bruyants.

➔ Ensuite en favorisant l'usage des carburants moins polluants, comme les SAF. L'enjeu des carburants est primordial dans l'immédiat, notamment pour les longs courriers.

Les technologies déjà disponibles permettent de réduire les émissions de CO2 de plus de 80%, et les technologies de rupture les plus prometteuses (efuels, synfuels) pourraient porter ce gain d'émissions à 120%. Mais les SAF à partir de biomasse demeurent 3 à 4 fois plus chers que le kérosène, et les efuels sont 7 à 10 fois plus chers. Il va donc falloir agir sur un développement de la production de ces SAF à coût moindre et favoriser leur usage par une fiscalité beaucoup plus avantageuse que celle appliquée au kérosène, qui n'est aujourd'hui pas taxé. On voit là l'intérêt d'une action coordonnée des Etats pour une fiscalité plus efficace écologiquement.



➔ Enfin, 3<sup>e</sup> axe, en transformant les usages, là encore pas pour accentuer les inégalités d'accès au transport aérien, mais bien pour le rendre plus accessible à tous.

Bien sûr nous sommes attachés à ce que les usagers privilégient les transports les moins émetteurs de CO2 et de gaz à effet de serre. Mais nous considérons tout autant que l'offre de transport aérien doit être de nouveau mieux régulée et organisée, plutôt que diminuée, voire supprimée du point de vue de certains, écologistes notamment, dont nous ne partageons pas la démarche punitive et privative. Car, en vérité, nous sommes loin de la démocratisation totale du transport aérien !

Tout ceci implique, de notre point de vue **d'organiser les complémentarités modales et d'investir massivement dans les infrastructures, comme nous le proposons dans le cadre du plan de 140 milliards d'€ annuels pour la France et 900 milliards pour l'Union européenne**, conformément aux objectifs du GIEC. Organiser ces complémentarités ne peut, de notre point de vue, relever des seules règles du marché et encore moins s'inscrire dans le processus largement engagé de libéralisation du transport aérien.

C'est ce même processus qui est à l'origine de gâchis en terme d'offres de transports, mais qui a conduit, en faisant la part belle aux compagnies les moins disantes socialement, de tirer l'ensemble des droits sociaux des salariés vers le bas.

**Nous considérons donc que, comme dans le domaine de l'énergie, la maîtrise publique de l'ensemble de la filière avec la constitution d'un pôle public regroupant les grands acteurs de la filière, est une urgence et qu'il faut à ce titre réengager une bataille**, à l'échelle européenne, pour revenir sur les méfaits de la libéralisation et des accords « ciel ouvert ». Cela vaut pour l'industrie aéronautique, pour le transport avec notre compagnie nationale Air France qui doit revenir dans le giron public et avec les grandes

plateformes aéroportuaires comme ADP dont nous avons participé à mettre en échec la privatisation. **Maîtrise publique donc mais aussi une nouvelle sécurité d'emploi et de formation pour répondre aux besoins immenses de développement de toute la filière**, qui s'affaiblit, de notre point de vue, en procédant à des plans parfois massifs de suppressions d'emplois, comme ce fut encore le cas avec la crise sanitaire.

Ces plans, outre les drames sociaux, sont des pertes considérables de savoir-faire (Boeing en a d'ailleurs fait l'amère expérience) et nous pensons au contraire que l'investissement dans l'emploi et dans la formation constituent l'atout majeur de la filière, pour les années et décennies à venir.

Voilà donc quelques ambitions portées dans le projet communiste et dans le projet porté par le candidat communiste à l'élection présidentielle, Fabien Roussel, La France des Jours heureux. **Cette filière est essentielle pour l'emploi, pour les révolutions technologiques à opérer dans l'ensemble des filières industrielles, elle est essentielle pour la balance commerciale du pays.**

Nous ne la pensons pas de façon isolée, mais dans une conception radicalement nouvelle des coopérations à l'échelle du monde, comme de l'aménagement du territoire.

**Et surtout nous l'envisageons dans un véritable projet de transformation de la société et de progrès pour le pays et pour les Français**, en visant notamment à ce que là aussi, les questions de l'utilisation de l'argent, des entreprises comme des fonds publics, la question des pouvoirs et du « qui décide » de l'avenir de la filière dans son ensemble, soit bien l'affaire de toutes et tous, et tout particulièrement celle de ses salariés pour qui nous revendiquons de véritables pouvoirs d'intervention dans leurs entreprises, qu'elles soient publiques ou privées.

Je vous remercie et vous adresse, au nom de **Fabien Roussel**, secrétaire national et candidat à l'élection présidentielle, des travaux fructueux... et des assises utiles à l'avènement de **Jours heureux**.

”

*Appel à voter*

**Salarié-e-s travaillant dans le transport aérien, dans l'industrie aéronautique civile et militaire, dans le secteur spatial, et l'avionique, nous vous appelons à prendre toutes les initiatives en faveur du vote pour Fabien ROUSSEL candidat à l'élection présidentielle du 10 avril 2022.**

La campagne électorale concernant l'élection présidentielle se tient dans une situation de crise sociale, économique et sanitaire.

Alors que l'aéronautique, le spatial et le transport aérien sont des activités qui ont vocation de répondre aux besoins de l'humanité et des instruments de souveraineté de notre pays, ceux-ci sont entravés.

Selon l'INSEE, fin 2020, les sociétés de la filière employaient 691 000 salariés (hors intérim), dont 263 000 sont dédiés à l'activité aérospatiale. Il faut y ajouter plus de 100 000 salariés du transport aérien répartis entre les compagnies aériennes et les entreprises des aéroports.

Les salariés (qui sont regroupés dans 4 480 sociétés représentent 7% des salariés de l'industrie française) ont été confrontés à une baisse des effectifs de 8%. Ceux des PME et de l'intérim ont été les plus touchés.

D'une manière générale, **le rendement financier pour les actionnaires a été sauvegardé et les directions d'entreprises en profitent pour opérer des restructurations élaborées bien en amont de la crise sanitaire qui sert de prétexte.**



**FABIEN ROUSSEL**  
La France des Jours heureux



**L'innovation, la recherche sont freinées**, comme le montrent les exemples des restrictions de budgets du CNRS et de l'ONERA. Nous pouvons dire que ces organes publics fantastiques ont permis de donner à la France sa place mondiale dans l'aérospatial. Mais aujourd'hui en 2022, il faut quand même se poser des questions car il faut savoir, par exemple, que la subvention de l'ONERA a décroché depuis dix ans.

Pourtant, les défis de la sortie de la propulsion utilisant des carburants fossiles nous invitent au développement de cette recherche. Dans un autre domaine, les moyens apportés par les satellites pour la maîtrise de nombreuses données touchant à la science et par conséquent à l'avenir sont d'une très grande portée.

Si nous **contribuons par notre travail aux échanges entre les peuples de la planète, que ce soit dans le domaine culturel, les connaissances scientifiques ou économiques qui répondent à de véritables besoins**, nous aspirons à ce que l'armement aéroporté ne soit plus utilisé, au-delà des nécessités de la défense nationale à laquelle nous concourons, pour la domination d'un pays sur un autre au travers d'un commerce néfaste. **Nous aspirons au désarmement nucléaire. La paix est un objectif pour toute l'humanité.**

**NOUS RETROUVONS LA PLUPART DE NOS PRÉOCCUPATIONS DANS LE PROJET DE SOCIÉTÉ QUE **FABIEN ROUSSEL** PORTE AU TRAVERS DE SES 180 PROPOSITIONS.**

**Il est, en particulier, le seul candidat qui avance les idées audacieuses suivantes :**

- **changement de critères de gestion** dans les Grands Groupes Industriels et Financiers
- **droits nouveaux attribués aux IRP des Entreprises** permettant, au-delà du simple droit de VETO, de proposer et de faire valoir une voie alternative face à un plan de casse de l'emploi,
- allègement des charges du capital qui pèsent sur les Entreprises, bien réelles,
- **arrêt du démantèlement de l'industrie française,**
- **défense d'un système de protection sanitaire et social**, et de santé publique financé par le salaire mutualisé que constituent les cotisations patronales et salariales.

**Fabien ROUSSEL** est le seul candidat qui avance l'audacieuse idée de **mobiliser la finance pour développer l'emploi et la formation en revivifiant et démocratisant le service public et l'industrie**. Il propose d'utiliser les compétences de notre pays pour des rapports de coopération et de solidarité à l'échelle de l'Europe et du monde, afin que l'activité économique soit facteur de paix plutôt que de concurrence.

Avec lui **nous pouvons envisager de reprendre la main sur la finance et de remettre l'humain au premier plan avec des critères sociaux et environnementaux**. La création de nouveaux droits décisionnels d'intervention des salariés dans les entreprises, la sécurité de l'emploi et de formation sont des points majeurs qui visent à éradiquer le chômage et à augmenter les salaires via la baisse des dividendes aux actionnaires.

**Dans un tel contexte,**  
**nous appelons à voter** et faire voter  
pour **Fabien Roussel, le 10 avril 2022**

ENVOYEZ VOTRE SIGNATURE  
à Jean-Claude PRADEAU  
[jcpradeau@orange.fr](mailto:jcpradeau@orange.fr)  
ou par sms au 06 30 13 57 60

## La citoyenneté et l'activité politique

**La citoyenneté et l'activité politique ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'Entreprise.**

Le Medef devrait convaincre les communistes et les salariés de faire de la politique sur les lieux de travail lorsqu'il affirme : *« Nous les entrepreneurs nous pouvons être à ce siècle ce que les instituteurs ont été à la troisième république. L'école était chargée de former les citoyens. N'est-ce pas à nous à l'entreprise de leur apprendre le nouveau monde ? »*

Aujourd'hui c'est le Medef qui publie un programme pour les élections de la droite.

### Je souhaite rejoindre le PCF

Entreprise : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

CONTACT : J.C. PRADEAU Coordinateur National du Collectif : [jcpradeau@orange.fr](mailto:jcpradeau@orange.fr)